

Lycée : Anisse
Matière : Economie générale – Statistique
Professeur : Mme EL KOURICHI

Année scolaire : 2015/2016
Durée : 2 heures
Nombre de pages : 2

CONTRÔLE N° 1 DU 2ème SEMESTRE

Exercice I : (5 pts)

Bank-Al-Maghrib ne table plus que sur 2.1 % de croissance en 2016

Alors que le taux de croissance du PIB devrait être de seulement 2,5% durant ses précédentes prévisions, un niveau jugé trop bas, la BAM vient de le revoir à la baisse. La croissance du PIB devrait s'établir, en effet, à seulement 2,1% au titre de 2016.

Cette baisse s'explique essentiellement par la décélération de la composante non agricole dont le PIB ne devrait croître que de 4,3% à cause du retard notable enregistré au niveau de la pluviométrie et de la faible croissance du PIB non agricole à seulement 2,7% du fait d'une conjoncture nationale et internationale toujours morose.

En dépit de la décélération de la croissance, Bank Al-Maghrib a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 2,5 %. Cette décision est surtout dictée par les prévisions de l'évolution de l'inflation et les incertitudes entourant les perspectives de croissance économiques, aussi bien au Maroc qu'à l'international.

Elle se justifie aussi par le fait que la problématique de financement de l'économie marocaine aujourd'hui est surtout expliquée, du côté de l'institut d'émission et des banques, par la faiblesse de la demande émanant des clients (particuliers et entreprises) et, donc, une nouvelle révision à la baisse du taux directeur ne devrait pas avoir d'impact sur le financement.

Source : www.Le360.ma publié le 22.12.2015

T.A.F.:

1. Relever en illustrant un instrument de la politique monétaire (1 pt)
2. Préciser un objectif intermédiaire et un autre final de la BAM (1 pt)
3. Relever du document deux limites à ce choix (1.5 pt)
4. Commenter la phrase soulignée du document (1.5 pts)

Exercice II: (8 pts)

Maroc : Baisse des dépenses ordinaires

Les dépenses se sont affichées, à fin octobre 2015, à 168,3 milliards de DH en baisse de 5,8%, en raison de la diminution de 44% des émissions de la compensation et de 3,9% des autres biens et services, conjuguée à la hausse de 1,3% des dépenses de personnel et de 15,7% des charges en intérêts de la dette.

Pour ce qui est les recettes ordinaires, elles se sont établies à 165,8 milliards de DH en augmentation de 0,5%. Ceci est dû à la hausse des impôts directs de 2,4% et des impôts indirects de 0,8%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 1,5%, des droits d'enregistrement et de timbre de 0,7% et des recettes non fiscales de 6,4%.

Il est à signaler que la baisse des recettes non fiscales trouve origine notamment dans la hausse de 152,9% des recettes en atténuation de dépenses de la dette à 3,6 milliards de DH ainsi que l'absence de privatisation en 2015 comparativement à 2014 qui a enregistré une recette de 2 milliards de DH.

Publié le 23 NOVEMBRE 2015

T.A.F.:

1. Relever du document la structure des dépenses ordinaires (1 pt)
2. Relever en illustrant une recette ordinaire (0.5 pt)

3. calculer les dépenses ordinaires en 2014 (1 pt)
4. Interpréter l'évolution des recettes entre 2014 et 2015 (1 pt)
5. Préciser l'effet de cette évolution sur le solde budgétaire (1 pt)
6. Calculer et lire le solde ordinaire enregistré à fin Octobre 2015 (1.5 pt)
7. Préciser la nature de politique budgétaire adoptée au Maroc en 2015. justifier (1 pt)
8. citer et expliquer une limite de la politique budgétaire (1 pt)

Exercice III: (7 pts)

La compensation au Maroc

Comme l'explique selon Salima Bennani, le mécanisme ne posait pas de problème avant 2008. Mais au moment de la crise économique mondiale et de la flambée des prix des produits pétroliers, la compensation est devenue un véritable gouffre financier. « *L'aspect social n'aurait jamais été abordé s'il n'y avait pas eu ce coût économique* », avoue la directrice de la caisse de compensation. En effet, à cette époque, les subventions représentaient 7 % du PIB marocain, alors que d'après les chiffres Comment remplacer les subventions?

Passer des subventions accordées aux produits aux subventions accordées directement aux consommateurs est un changement total de paradigme économique. Fin 2014, le ministre des Affaires générales expliquait d'ailleurs que d'après lui, *le ciblage direct de catégories sociales précises* « ne devrait pas être mis en place » et ne « peut pas être mis en place », arguant qu'il n'y a aucun indicateur permettant de définir les catégories sociales qu'une telle mesure pourrait encourager « *la paresse* ». Pour sa part, Ouadi Madhi émet une idée : créer des magasins coopératifs ou associatifs dans lesquels les détenteurs d'une carte Ramed pourraient s'approvisionner, par exemple.

la directrice de l'institution, la moyenne mondiale des dépenses de compensation est de 0,7 %. En 2013, la compensation coûtait encore 40 milliards de dirhams, c'est-à-dire plus que le budget d'investissement de l'Etat. Bref, cette course au financement a provoqué une dégradation des agrégats économiques (balance des paiements, dette publique...).

Source : www.telquel.ma publié le 15/06/2015

T.A.F.:

1. Expliquer le mécanisme de la compensation (1 pt)
2. Illustrer l'importance des dépenses de compensation au Maroc (1 pt)
3. Préciser une conséquence de la compensation sur:
 - a-les dépenses de l'Etat (0.5 pt)
 - b- les ménages (0.5 pt)
4. Identifier une solution à la compensation (1 pt)
5. Question de synthèse : (3 pts)

Sur la base des documents 2, 3 et des connaissances acquises, analyser les effets de l'augmentation des dépenses de compensation ainsi que les solutions à adopter.